

ERDOGAN AIME SON ARMÉE... À CHYPRE

« Le retrait total des soldats turcs (de Chypre) est hors de question ! »

Recep Tayyip Erdogan, président de la Turquie, qui occupe le nord de la République de Chypre depuis 1974.

3

C'est le nombre d'opposants chiites exécutés hier au Bahreïn. Plusieurs villages ont connu hier des manifestations, à la suite de l'annonce de leur mise à mort par le régime pro-saoudien.

Le monde en mouvement**PALESTINE**

« La campagne BDS vise à forcer Israël à se conformer au droit »

Cofondateur du mouvement Boycott, désinvestissement, sanctions (BDS), Omar Barghouti dénonce la répression israélienne et dénie toute accusation d'antisémitisme. Il déplore la criminalisation de BDS par Paris et montre que cette campagne, qui ne cesse de progresser, est crainte par Tel-Aviv.

Ramallah (territoires palestiniens), envoyé spécial.



Qu'est-ce que le mouvement Boycott, désinvestissement, sanctions (BDS) ?

OMAR BARGHOUTI C'est un mouvement non violent lancé en 2005 par la société civile palestinienne et qui

cherche à contribuer au combat du peuple palestinien pour ses droits. Il vise à forcer le régime israélien d'occupation et de colonisation à se conformer au droit international comme cela avait été fait en son temps contre le régime d'apartheid d'Afrique du Sud. Plus spécifiquement, le mouvement BDS cherche à en finir avec l'occupation des territoires palestiniens et arabes depuis 1967, ce qui inclut le démantèlement des colonies et du mur, mais aussi avec son système de discrimination raciale qui touche les citoyens palestiniens et qui s'avère un système d'apartheid, selon la définition de l'ONU. BDS veut également le retour des Palestiniens dans leur maison d'origine d'où ils ont été expulsés à l'occasion d'un nettoyage ethnique. Ces trois droits basiques correspondent aux trois principales composantes du peuple palestinien : ceux de la bande de Gaza et de la Cisjordanie, incluant Jérusalem (soit 38 % du peuple palestinien, selon les chiffres de 2014), les Palestiniens citoyens d'Israël (12 %) et ceux qui sont en exil (50 %). Plus des deux tiers des Palestiniens sont des réfugiés ou des personnes déplacées dans leur pays même.

Certains disent que le boycott relève de l'antisémitisme.

OMAR BARGHOUTI Le mouvement BDS se réclame de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Il est non sectaire et rejette toutes les formes de racisme, y compris l'islamophobie, l'antisémitisme et les dizaines de lois israéliennes racistes. Le soutien des juifs à la campagne BDS a grossi exponentiellement ces deux dernières années. Un sondage réalisé en 2014 pour le compte de l'organisation américaine J-Call et concernant



DES CENTAINES DE PERSONNES ONT MANIFESTÉ DEVANT LE PALAIS DE JUSTICE DE TOULOUSE, LE 22 SEPTEMBRE 2016, EN SOUTIEN AUX QUATRE MILITANTS BDS QUI COMPARAISSENT DEVANT LE TRIBUNAL. PHOTO RÉMY GABALDA/AFP



Omar Barghouti
Cofondateur
du mouvement
Boycott,
désinvestissement,
sanctions

les juifs américains a montré que 46 % des hommes juifs américains non orthodoxes âgés de moins de 40 ans soutenaient un boycott total d'Israël pour en finir avec l'occupation. De même, le soutien à l'organisation Voix juive pour la paix, qui est un partenaire stratégique pour le BDS aux États-Unis, a nettement augmenté ces deux dernières années. Le mouvement BDS n'a jamais visé les juifs ou les Israéliens en tant que juifs. BDS vise Israël et les entités complices de ce régime d'oppression, non pas sur la base d'une identité réelle ou clamée, qu'elle soit religieuse, ethnique ou autre, mais sur le fait que ce régime dénie aux Palestiniens les droits stipulés par les lois internationales de

l'ONU. BDS vise la complicité, pas l'identité. Il appelle à des droits égaux pour tout humain, quelle que soit son identité. Un aspect souvent négligé du texte fondateur du BDS est son appel direct à conscientiser les Israéliens pour « soutenir le mouvement dans l'intérêt de la justice et d'une paix réelle ». En fait, les partenaires juifs israéliens au sein du mouvement BDS jouent un rôle significatif en dénonçant le régime israélien d'oppression et en préconisant son isolement. Israël, et sa machine de propagande bien huilée, accuse immédiatement tout supporter de BDS d'être antisémite. C'est une forme d'intimidation pour faire taire toute contestation. C'est une tactique particulièrement utilisée contre les Européens et les Américains qui soutiennent le boycott, les rendant coupables de l'Holocauste. Tactique qui permet à Israël, depuis des décennies, de forcer au silence face à l'oppression que subissent

les Palestiniens. Mais cette accusation d'antisémitisme ne marche pas avec les Palestiniens, victimes du sionisme et des projets coloniaux, qui n'ont joué aucun rôle dans l'Holocauste et ne devraient pas en payer les conséquences.

La campagne BDS porte-t-elle ses fruits ?

OMAR BARGHOUTI Israël, lui-même, a reconnu que notre campagne avait un impact « stratégique » sur son régime d'oppression. Il suffit d'aller sur notre site Internet (bds-movement.net) pour voir comment, depuis le début de l'année 2016, notre mouvement et son impact ont progressé.

Justement, comment Israël tente-t-il de contrecarrer le mouvement BDS ?

OMAR BARGHOUTI Après avoir échoué pendant des années à stopper ou même seulement à ralentir notre mouvement, Israël a lancé, en février 2014, une campagne de

Le monde en mouvement

●●● « La campagne BDS vise à forcer Israël à se conformer au droit » répression sans précédent en utilisant l'espionnage, en votant des lois et en dévotant toujours plus sa propagande. La croisade macarthyste, lancée contre le BDS, dépend en grande partie de sa capacité à mobiliser des politiciens corrompus et des élus aux États-Unis, en France, au Royaume-Uni, au Canada, en Australie pour faire de la surenchère afin de tuer légalement ou politiquement la solidarité avec la lutte des Palestiniens pour l'autodétermination à travers la campagne BDS. Le juriste et journaliste américain bien connu Glenn Greenwald a décrit des mesures draconiennes prises par les gouvernements occidentaux contre le BDS comme « la plus importante danger pour la liberté d'expression en Occident ». Mais cette exceptionnelle guerre antidémocratique menée contre le BDS s'est retournée contre Israël. Les gouvernements suédois, irlandais et néerlandais ont publiquement défendu le droit d'apporter leur soutien aux Palestiniens par la campagne BDS, comme l'ont fait des organisations éminentes comme Amnesty International, la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) ou encore l'Union américaine pour les libertés civiles. Plus de 23 000 personnes ont signé l'appel du BDS à l'ONU à propos de #RightToBoycott.

« Cette exceptionnelle guerre antidémocratique menée contre le BDS s'est retournée contre Israël. »

Et même le *Los Angeles Times* a publié un éditorial titré « Le boycott d'Israël est une forme protégée de la liberté d'expression » ! Plus de 350 organisations de la société civile, de partis politiques et de syndicats en Europe soutiennent totalement le droit d'appeler au boycott, au désinvestissement et aux sanctions contre Israël. Plus de 30 députés européens ont appelé la haute représentante de l'Union européenne, Federica Mogherini, à prendre des mesures pour assurer la liberté d'expression concernant le mouvement BDS pour la justice et l'égalité, et ont reconnu Omar Barghouti comme un défenseur des droits de l'homme. Des personnalités juives du monde entier ont dénoncé les tentatives d'Israël pour faire disparaître le mouvement BDS et de le dépeindre comme antisémite. Malheureusement, plusieurs gouvernements européens sont devenus les partenaires de la répression antidémocratique d'Israël. La France est aujourd'hui, à l'Ouest, la capitale de la répression antipalestinienne. La société civile palestinienne a d'ailleurs dénoncé les mesures de répression adoptées par le gouvernement et le système judiciaire français contre les militants des droits de l'homme qui soutiennent la lutte du peuple palestinien. ●

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR
PIERRE BARBANCEY



L'OCCASION POUR FRANÇOIS HOLLANDE DE CHERCHER À LAISSER UNE TRACE ET CETTE TRACE EST AVANT TOUT MILITAIRE. PHOTO STEPHANE DE SAKUTIN/AFP

SOMMET AFRIQUE-FRANCE

L'armée passe avant le développement

À Bamako avec les chefs d'États africains, le président français a fait de timides annonces sur l'aide au développement.

François Hollande était à Bamako, samedi, à l'occasion du sommet Afrique-France, le dernier de son mandat. L'occasion pour le chef de l'État de chercher à laisser une trace. Et cette trace est avant tout militaire. « La France restera toujours aux côtés du Mali jusqu'à l'aboutissement du processus de paix, jusqu'à ce que l'État malien puisse avoir son autorité respectée sur l'ensemble de son territoire », a déclaré, aux côtés de son homologue malien, François Hollande, samedi.

Il faut dire que, trois ans presque jour pour jour après le début de l'intervention française au Mali - c'était le 11 janvier 2013 - pour empêcher un raid de djihadistes sur Bamako, rien quasiment n'est réglé. La liesse qui a accompagné la venue de François Hollande dans la capitale malienne en février 2013, qui lui avait permis de dire que c'était « le plus beau jour de (sa) carrière », est largement retombée depuis.

« L'aide française pour l'Afrique a été amputée de 28 % »

Les rebelles touareg et djihadistes continuent régulièrement à faire le coup de feu contre les autorités maliennes, et une humanitaire française a été enlevée, fin décembre, à Gao. François Hollande s'est donc fixé un autre objectif : la formation de 25 000 soldats africains par an par des mi-

litaires français, contre 20 000 aujourd'hui, pour que les Africains assurent la sécurité des Africains.

Hors affaires militaires, François Hollande a dû faire profil bas. Certes, il a pu faire une annonce retentissante, samedi. L'Agence française pour le développement va augmenter ses crédits de 15 % : 23 milliards d'euros vont être mobilisés pour cinq ans. Une annonce qui n'engage que son successeur, puisque sous le mandat Hollande, l'aide publique au développement (APD) n'a pas été une priorité. Au contraire. Selon les chiffres de l'Organisation et de développement économiques (OCDE), la France ne consacrait en 2015 que 0,37 % de son PIB à l'APD, soit en deçà des 0,45 % de 2012, au début de son mandat. L'APD a diminué de près de 20 % sous Hollande. On est loin de l'objectif, fixé par les Nations unies et respecté par certains de ses membres comme le Royaume-Uni ou la Norvège, de 0,7 % du PIB. « L'aide bilatérale française pour l'Afrique subsaharienne a été amputée de 28 % durant le quinquennat de François Hollande », dénonçait, avant le sommet, Michael Siegel, d'Oxfam France. De plus, sur les 8,3 milliards de financement de l'APD en 2015, seuls 210 millions sont sous forme de dons pour les pays les plus pauvres. ●

GAËL DE SANTIS

La diplomatie démissionnaire de François Hollande

POLITIQUE La conférence de Paris, chargée de raviver le processus de paix israélo-palestinien, s'est achevée hier.

Personne n'attendait de surprise et il n'y en a pas eu ! La conférence organisée hier à Paris pour, officiellement, tenter de raviver le processus de paix israélo-palestinien, s'est terminée par une déclaration finale réaffirmant l'attachement des 70 pays et organisations internationales présents à la solution à deux États. « La solution des deux États, celle sur laquelle la communauté internationale s'était retrouvée depuis plusieurs années, apparaît menacée, est venue dire François Hollande. Elle l'est physiquement, sur le terrain, par l'accélération de la colonisation ; elle l'est politiquement, par l'affaiblissement progressif du camp de la paix ; elle l'est moralement, par la méfiance qui s'accumule entre les parties et, bien sûr, qu'exploitent les extrémistes. » Près de trois ans après la suspension, en avril 2014, des dernières négociations de paix directes menées sous l'égide des États-Unis, « comment penser que le Moyen-Orient pourra retrouver sa stabilité si on ne traite pas le plus ancien de ces conflits ? a souligné François Hollande. Car il continue de servir de prétexte aux criminels qui enlèvent des esprits égarés. Voilà pourquoi le monde ne

peut pas, ne doit pas se résigner au statu quo ».

Problème de taille, cependant. L'arrivée à la Maison-Blanche de Donald Trump, dans quatre jours, s'accompagne d'incertitudes sur la position américaine dans ce dossier. Si Washington transfère son ambassade de Tel-Aviv à Jérusalem, cela équivaudra à reconnaître la ville sainte comme capitale d'Israël. Autant arrêter de parler d'une solution à deux États. Le danger est si grand que Jean-Marc Ayrault, ministre des Affaires étrangères, a parlé d'une « provocation » qui serait « lourde de conséquences ».

Mais c'est bien l'attitude d'Israël qui est la plus problématique. Alors que Mahmoud Abbas a soutenu la conférence, Benyamin Netanyahu a, en revanche, affiché son mépris pour une réunion qu'il a qualifiée de « futile ». Outre le fait que le premier ministre attend avec une joie non dissimulée la mise en place de la nouvelle administration américaine et compte également s'appuyer sur la Russie, le texte approuvé hier à Paris ne fait aucune allusion à des sanctions possibles, notamment si la colonisation se poursuit. Et François Hollande a voulu rassurer son ami Bibi en soulignant que les négociations devaient être bilatérales et que la conférence n'avait pas pour vocation d'imposer la paix. Bel exemple d'une diplomatie démissionnaire. ●

P. B.

32
C'EST LE NOMBRE DE VISITES OFFICIELLES EFFECTUÉES SUR LE CONTINENT AFRICAIN PAR LE PRÉSIDENT FRANÇOIS HOLLANDE AU COURS DE SON MANDAT.